



Miranda

Revue pluridisciplinaire du monde anglophone /
Multidisciplinary peer-reviewed journal on the English-
speaking world

18 | 2019

Guerre en poésie, poésie en guerre

Rémy Duthille, *Le Discours radical en Grande-Bretagne, 1768-1789*

Alexandra Sippel



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/miranda/16834>

ISSN : 2108-6559

Éditeur

Université Toulouse - Jean Jaurès

Référence électronique

Alexandra Sippel, « Rémy Duthille, *Le Discours radical en Grande-Bretagne, 1768-1789* », *Miranda* [En ligne], 18 | 2019, mis en ligne le 16 avril 2019, consulté le 25 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/miranda/16834>

Ce document a été généré automatiquement le 25 avril 2019.



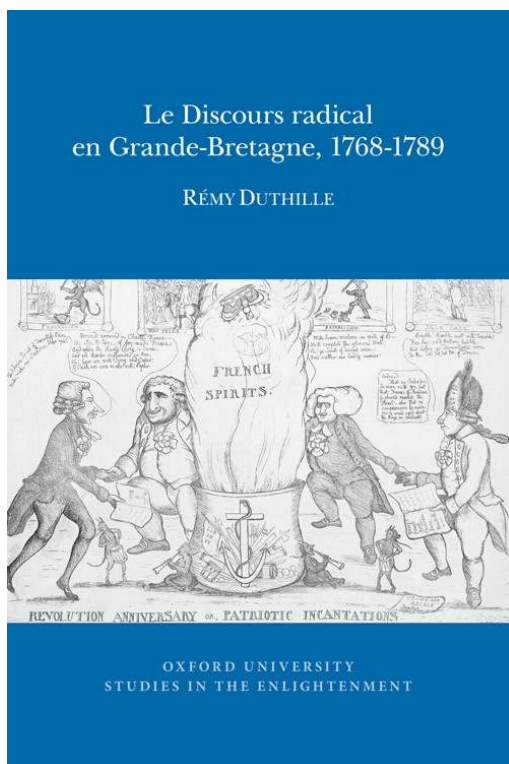
Miranda is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License.

Rémy Duthille, *Le Discours radical en Grande-Bretagne, 1768-1789*

Alexandra Sippel

RÉFÉRENCE

Rémy Duthille, *Le Discours radical en Grande-Bretagne, 1768-1789* (Oxford : Voltaire Foundation, University of Oxford, coll. Oxford University Studies in the Enlightenment, 2017), 320 p, ISBN 978 0 7294 1204 9



- 1 Dans *Le Discours radical en Grande-Bretagne, 1768-1789*, Rémy Duthille relève le défi de montrer en quoi les écrits des membres de la *Society for Constitutional Information* (SCI) et de la *Revolutionary Society*, et en particulier de Richard Price et John Cartwright, leurs membres les plus célèbres, permettent de donner une cohérence profonde au radicalisme, concept insaisissable et pourtant fondamental dans la Grande-Bretagne des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles. Tout au long de cet ouvrage, R. Duthille s'applique à montrer comment des tensions, parfois des paradoxes, viennent nourrir le mouvement radical. Price « le pasteur ami du genre humain » et Cartwright, « le réformateur animé par l'amour de la patrie » [2] s'inscrivent tous deux dans le mouvement « patriote » qui avait émergé en opposition au whiggisme de cour dévoyé, incarné par Walpole. Les patriotes fondent de grands espoirs dans le succès militaire britannique lors de la guerre de Sept Ans, puis dans les promesses politiques et institutionnelles qu'avaient d'abord incarné le Jeune Pitt, et Georges III, ministre et roi « patriotes ». Les élections annulées de Wilkes dans le Middlesex, la Guerre d'Indépendance américaine et l'amorce de la Révolution française leur donnèrent l'occasion de construire un discours radical caractérisé, entre autres, par la défense du peuple contre la corruption et la défense d'intérêts particuliers. R. Duthille propose de « trouver un plus petit dénominateur commun qui unisse des figures aussi opposées, à première vue, que Price l'universaliste et Cartwright le constitutionnaliste. Il faut pour cela « mettre le patriotisme en rapport, et en tension, avec l'universalisme qui marque la pensée des radicaux » [8], ainsi qu'avec le jusnaturalisme qui alimente lui aussi le discours des sociétés radicales du XVIII^e siècle. S'il choisit de se focaliser sur les membres de ces sociétés, c'est parce que les principaux d'entre eux étaient membres à la fois de la *Society for Constitutional Information* et de la *Revolutionary Society*, et parce que ces groupes constituaient les plus ardents promoteurs de la réforme parlementaire, ce qui explique l'absence de Jeremy Bentham et de Thomas Paine de son étude.

- 2 Le premier chapitre, « Le patriotisme de deux sociétés radicales londoniennes », s'interroge sur les différentes déclinaisons du « patriotisme » des radicaux du XVIII^e siècle, et sur ce que les Sociétés souhaitent transmettre au travers de leurs publications, souvent distribuées gratuitement « au peuple anglais » [25]. Leurs membres étaient issus des classes moyennes plus aisées ; beaucoup étaient des dissidents religieux, pleinement conscients de la « discordance entre leur exclusion légale des processus politiques et leur stature financière (ou intellectuelle) qui en fait presque des membres de l'*Establishment* » [31]. S'ils se revendiquent « patriotes », c'est en prenant soin de donner une nouvelle acception au terme pour le libérer des soupçons de trahison qu'il portait depuis les années 1640. À partir des années 1720, l'opposition « patriote » a pour cible Robert Walpole, accusé de dévoyer l'idéal *Whig*. Rapidement toutefois, « [l']analyse, la dissection, le dévoilement, les classifications du faux patriotisme deviennent des outils polémiques usuels » [33] et quand l'affaire des élections du Middlesex éclate, « le patriotisme constitue une arme à double tranchant » [35]. Le sulfureux Wilkes se revendique lui aussi patriote, et le manifeste par l'expression de sa défiance à l'encontre des influences écossaises sur George III. Si les radicaux soutiennent la réforme parlementaire et dénoncent le refus de la Chambre des Communes de laisser siéger Wilkes malgré son élection à quatre reprises, ils sont bien plus circonspects sur ses intentions et sur le décalage entre ce qu'il professe et la façon dont il utilise le soutien populaire (y compris financier) à son propre avantage. L'idéal patriotique n'est donc pas à chercher chez cet « incendiaire » [40], mais dans la figure du roi patriote célébré par le Tory Bolingbroke en 1738 (*The Idea of a Patriot King*), seul apte à veiller au bien du peuple dans un pays

politiquement divisé depuis la montée des factions *Whig* et *Tory*. Georges III avait représenté cet idéal à son couronnement, mais R. Duthille montre bien comment James Burgh décrit la déception ressentie par les radicaux au fil de son règne. L'expression « *Patriot King* » ne disparaît pas pour autant, et « devient la marque d'une opposition respectueuse de la constitution » [41]. En analysant une lettre inédite de Cartwright adressée à Georges III, R. Duthille montre comment le premier recourut à la rhétorique du roi patriote pour appeler le second à défendre les intérêts du peuple dans son ensemble plutôt que ceux de l'aristocratie. La souveraineté populaire est en effet au cœur du discours radical. Les radicaux exhortent à la vigilance quant à toute dérive tyrannique, qu'elle soit l'œuvre du roi, de l'aristocratie ou, même, du parlement. Cela soulève la question des différentes théorisations des libertés anglaises, entre constitutionnalisme et jusnaturalisme.

- 3 Le deuxième chapitre invite le lecteur à dépasser l'opposition traditionnelle établie par l'historiographie entre discours jusnaturaliste et discours constitutionnaliste, entre les références au droit universel qui devrait se manifester pleinement en Grande-Bretagne comme dans les colonies américaines, et droit des Anglais tel qu'il s'est constitué depuis l'ère anglo-saxonne. R. Duthille emprunte à James Epstein l'expression « idiome constitutionnaliste », un ensemble de pratiques et de codes oratoires, propre à l'Angleterre, qui s'inscrit dans les pratiques politiques du royaume : les pétitions et les rituels de sociabilité comme les toasts, très codifiés, lors des banquets organisés par les sociétés radicales sont constitutives du discours radical au même titre que les écrits. L'approche jusnaturaliste, bien plus abstraite, ne bénéficie pas du même arsenal et reste circonscrite au discours, oral ou écrit. Le fond s'exprime aussi dans la forme : le discours jusnaturaliste, principalement employé par Price, se caractérise par la volonté de s'adapter au lectorat anglais en débarrassant la rhétorique de ses pesanteurs cicéroniennes. À la suite de Laboucheix, l'auteur souligne que Price était socratique, et que l'abstraction du droit naturel correspondait en outre bien à son esprit scientifique ainsi qu'à ses compétences de pasteur et d'exégète. Les *Observations* de Price sont donc concises et rigoureuses, et son droit naturel est appliqué au cas particulier de l'Angleterre. Les écrits de Cartwright et les rituels des sociétés radicales s'inscrivent plutôt dans la tradition constitutionnaliste : l'exemple des banquets où chaque convive portait un toast à un héros de la cause du peuple, « impose à la Société d'exprimer des revendications de façon concise et consensuelle » [59]. C'est là une pratique typiquement constitutionnaliste. Stylistiquement parlant, les constitutionnalistes empruntent aux *Common Lawyers* le fastidieux travail de compilation des précédents qui permet d'élaborer une « rhétorique de la confirmation » [60]. C'est la conformité aux lois anglaises depuis l'époque saxonne qui atteste de la légitimité d'un modèle institutionnel. Le constitutionnalisme se prête mieux à la vulgarisation et la *Society for Constitutional Information* offre donc des abrégés qui reprennent les textes fondamentaux que sont la *Magna Carta* ou le *Bill of Rights*, que les lecteurs comprenaient bien. L'auteur démontre enfin que, si Price préférait les arguments jusnaturalistes et Cartwright ceux tirés du droit anglais, chacun était parfaitement capable d'emprunter à l'autre registre, et ne s'en privait pas, en particulier lorsque la forme servait mieux ses arguments. Ainsi sur la question américaine, les autorités opposées à l'indépendance des colonies avaient-elles monopolisé les arguments constitutionnalistes, et les radicaux empruntèrent donc la rhétorique jusnaturaliste ; tandis que Price recourut au constitutionnalisme pour mettre les Communes en garde contre le précédent qu'elles créaient en faisant entrer parmi les députés un candidat quatre fois vaincu lors de l'élection du Middlesex.

- 4 Le troisième chapitre offre une analyse plus précise des écrits et discours de Price, dont *le Discours sur l'amour de la patrie* de 1789 est cependant étudié ultérieurement dans le dernier chapitre de l'ouvrage. Price développe « un universalisme à l'anglaise, un discours fondé sur le droit naturel mais pétri de références nationales » [86]. L'analyse des *Observations* de 1776 concernant la guerre de l'indépendance américaine démontre à quel point il influença les débats sur la question coloniale, mais aussi, plus largement, sur le droit naturel en général. S'il a recours à la rhétorique jusnaturaliste plutôt que constitutionnaliste, c'est parce que la situation américaine est sans précédent ; en outre, cette approche requiert l'honnêteté intellectuelle des destinataires et vise à « inculquer à son lecteur une attitude de citoyen du monde » enracinée dans l'acceptation du droit naturel qui transcende les frontières et les époques [88]. Price développe une acception large du *breach of trust* lockéen, qui justifie que le peuple se soulève contre les dépositaires de l'autorité (non seulement d'un roi despotique, mais aussi du Parlement dont Blackstone défendait l'omnipotence). Pour pleinement jouir de sa citoyenneté, le peuple doit être actif et Price déplore sa passivité. En tant que dissident, il s'identifie aux colons américains et exige pour ses coreligionnaires à la fois la liberté politique et la liberté religieuse, plutôt que la simple tolérance accordée aux non-conformistes, et révoquée à tout instant à la seule discrétion du prince. C'est chez Locke qu'il faut trouver les origines de la défense de la liberté religieuse. En matière politique, l'interprétation radicale de Locke est étayée par les écrits des philosophes français, en particulier Montesquieu et de Lolme, tous deux intéressés par le modèle constitutionnel anglais. L'influence des échanges entre Cartwright et Price contribue également à l'élaboration de leurs discours respectifs. Ainsi, le constitutionnalisme du premier vient confirmer le jusnaturalisme du second en ce qui concerne les revendications radicales concernant la souveraineté populaire. Les *Whigs* de cour sont accusés de l'avoir enterrée depuis Walpole. R. Duthille souligne la modernité de Price qui voit dans les colons américains l'avenir et le progrès de la vertu et de la liberté : « les Américains se réclament du droit des Anglais, et les radicaux les perçoivent même comme de meilleurs Anglais que ceux de la métropole » [109]. C'est vers eux, et non vers le passé de la Rome antique, qu'il faut chercher la liberté pour Price, ce qui le distingue au sein du mouvement radical qui était encore très attaché au modèle de la vertu antique.
- 5 Cartwright offre une image spéculaire de Price : il représente « la constitution anglaise normée par le droit naturel » (chapitre 4). R. Duthille pose en introduction de ce chapitre une question provocatrice : « était-il un mythographe assumé ? » [115]. La rhétorique de Cartwright repose sur le constitutionnalisme, même s'il emploie aussi le langage du droit naturel, qu'il applique même aux tribus indiennes de chasseurs-cueilleurs des terres vierges du Labrador : comme Price, il opte pour une interprétation radicale de Locke pour dénoncer la confiscation de leurs terres au motif que leur mode de vie ne repose pas sur la propriété au sens où elle était entendue par les Anglais. Les mêmes principes le poussent à prendre la défense des colons américains et à s'élever pour leur autonomie législative et fiscale. Dans *Take your choice*, Cartwright « expose les grandes lignes de son programme radical, appelé à être adopté par la SCI lors de sa fondation en 1780 » [122]. Le jusnaturalisme vient renforcer le constitutionnalisme pour démontrer la légitimité de la révolte des colons américains. En matière de droits individuels, Cartwright se montre plus radical encore que Price dans sa défense du suffrage universel, considérant que ceux qui n'ont que leur force de travail en sont propriétaires et peuvent prétendre au droit de vote sur la base de cette propriété. En 1780, sa *Declaration of Rights* [...] vient confirmer son

soutien au suffrage universel masculin et à l'annualité des élections, présentée comme une pratique constitutionnelle ancienne (saxonne). Cartwright s'inscrit dans une longue tradition réanimée par Obadiah Hulme en 1771 dans *Historical Essay on the English Constitution*, qui fait l'apologie des héros saxons (Alfred du Wessex et Edouard le Confesseur), modèles de vertu civique, et de leur défense patriotique de l'Angleterre et de ses libertés. La révolution s'entend comme le retour à cet âge d'or. Contrairement à Price, Cartwright cède à la célébration des vertus antiques, et en particulier de l'idéal du citoyen-soldat : Rome et Athènes offrent un modèle militaire tandis que l'Angleterre saxonne représente l'idéal politique. Les radicaux s'illustrent également par leur exaltation « de l'esprit plus que du détail de la lettre » de la Grande Charte de 1215 [135]. Wyvill en 1780 se revendiquait des barons de Runnymede pour restaurer toute sa vigueur à la constitution de 1688, constitution que nombre de radicaux croyaient menacée par le roi et ses conseillers. À la fin de ce chapitre, R. Duthille peut conclure que c'est surtout dans le discours de vulgarisation que Cartwright fait œuvre de « mythographe » recourant à l'idéalisation de l'Angleterre saxonne d'Alfred ; les textes et discours destinés aux cercles plus cultivés s'inspiraient quant à eux davantage des compilations de précédents des *Common Lawyers*.

- 6 Le cinquième chapitre pose l'épineuse question du peuple : « Le peuple aux urnes, le peuple en armes : tous citoyens ? ». L'auteur s'attache en introduction à montrer à quel point le terme de « peuple » était source de débats. Alors qu'une toute petite minorité de la population anglaise ou écossaise jouit du droit de vote, l'extension de la citoyenneté prônée par les radicaux achoppe sur leurs différentes acceptions du suffrage universel, qu'ils approuvent en théorie. Les radicaux vont plus loin que le *Whig* Burke qui voulait inclure les propriétaires de biens mobiliers, et défendent, comme Price, le principe du droit de vote de tous les « agents indépendants ». Cela ne clarifie rien dans la mesure où la définition de l'indépendance prête à confusion, comme le souligne Wesley. Les radicaux ne sont pas insensibles aux craintes qu'inspirent les émeutes populaires, comme en 1768 (élection du Middlesex) ou 1780 (*Gordon riots*) et leur discours est multiple et complexe. R. Duthille analyse la question de la réforme institutionnelle et du suffrage à la lumière des échanges des radicaux au sujet de la lettre des Volontaires de Belfast ; il montre en particulier l'éventail des propositions des radicaux quant à l'extension du suffrage, depuis les points d'accord (sur l'inclusion des Catholiques) jusqu'aux points plus sensibles (comme le montant d'un cens électoral). En ce qui concerne les femmes, le consensus est en revanche de mise puisque les radicaux ne remettent pas en question le statut de *feme covert* en vertu duquel les femmes sont représentées par les hommes dont elles dépendent et n'ont donc pas besoin de voter elles-mêmes. Vers la fin de la période étudiée, les femmes prennent part aux débats publics, mais dans des domaines qui correspondent à leurs qualités innées : philanthropie, abolitionnisme et éducation des jeunes filles. Sur la question du suffrage des hommes pauvres, R. Duthille montre que Cartwright est de loin le plus radical et que sa défense du suffrage universel s'inscrit dans la logique de son engagement radical : tout homme possède au moins sa réputation et sa force de travail, et paie des taxes sur les biens de consommation. Au nom du jurnaturalisme et du principe selon lequel toute taxation doit valoir représentation, tous peuvent donc prétendre élire leurs députés à bulletin secret pour préserver leur liberté de choix. Nombreux sont ceux qui ne sont favorables qu'à un abaissement du cens électoral. Si la « citoyenneté est une activité », « il faut réveiller le pouvoir latent du peuple, pour qu'il exige la restauration de ses droits perdus » [168-9], sans pour autant concéder trop d'influence à la populace – la *mob*. La question du citoyen-soldat est encore plus problématique quand il s'agit du port

d'armes et de l'inclusion dans la milice, « seule institution à même de défendre les libertés constitutionnelles » [173]. Les miliciens, en tant que défenseurs de la patrie, devaient avoir le droit de vote. Les femmes ne pouvant porter les armes, il était évident qu'elles ne pouvaient être autorisées à voter. Mais l'inclusion du peuple dans la milice pose la question du port d'armes, et « les radicaux sont embarrassés par ce sujet » [177], *a fortiori* lors des périodes d'émeutes populaires. Lors des *Gordon Riots*, ils tendent à appeler « le peuple » à prendre les armes pour mettre fin au soulèvement. Granville Sharp défend une approche constitutionnaliste basée sur les exemples antique et saxon : le tirage au sort et la formation militaire universelle doivent permettre de faire naître un peuple de citoyens soldats libres et vertueux : « La milice et le droit de vote sont deux modalités par lesquelles réconcilier le peuple avec les institutions » [183].

- 7 Le chapitre 6, « Projets britanniques et solidarités atlantiques » s'attache à éclairer la façon dont le discours des libertés anglaises s'est diffusé au Pays de Galles, en Écosse et en Irlande, et comment il a évolué sous l'effet des échanges entre les marges de la Grande-Bretagne et la métropole londonienne pour se répandre au-delà des mers. En 1768, Wilkes représente un cas à part, « un symptôme de résistance à la britannisation » [185] dans ses attaques contre l'influence croissante des Écossais. Si Linda Colley s'est penchée plus en détail sur l'élaboration d'une identité britannique « au creuset des guerres du dix-huitième siècle », elle n'a pas abordé le rôle des radicaux dans la définition du patriotisme britannique. R. Duthille vient combler ce manque en explorant « la britannisation des réseaux et du discours radicaux » [186]. La question de la réforme parlementaire se pose différemment au Pays de Galles dans la mesure où la nation était encore largement rurale et dominée par les élites foncières. Un pamphlet radical anglais est cependant mis en avant : le *Dialogue entre un érudit et un paysan*, diffusé en 1783 par la société réformatrice du comté de Flint, effraie la *gentry* qui redoute que l'enseignement du contractualisme et du principe de l'universalité du port d'armes ne pousse les paysans à la révolte. La situation de l'Écosse est fort différente et un mouvement de réforme de la représentation (*burgh reform*) se répand dès 1782 en raison de la très faible représentativité des députés écossais aux Communes. Les *Observations* de Price et les réponses de ses détracteurs paraissent dans la presse et les lieux de sociabilité et de débats ne manquent pas, en particulier à Édimbourg. MacCrugar représente bien les radicaux écossais qui souhaitent « faire la démonstration qu'en dépit d'antécédents historiques peu prometteurs (tel le jacobitisme), ils méritent la liberté et sauront la défendre » [194]. La SCI célèbre l'aspiration écossaise à l'indépendance, mais les projets de réformes sont mis en échec par le Parlement, et ce sont les Écossais qui s'érigent en donneurs de leçons à leurs frères anglais pour la restauration de leurs droits anciens. « Le discours 'anglo-britannique' des Écossais se structure autour d'une idéologie *Whig* fondée sur le respect de la constitution britannique et des libertés gagnées lors de la Glorieuse Révolution. Il s'agit donc bien d'une *north britishness* et pas d'une simple 'anglicité' » [197]. L'Irlande, comme les colonies américaines, vient poser la question impériale et coloniale : « le parallèle entre les Irlandais et les colons américains s'imposait : les uns comme les autres obéissaient à des lois votées dans un parlement, à Westminster, où ils n'étaient pas représentés ; ils subissaient également les restrictions économiques imposées par un système mercantiliste [...] » [201]. Cartwright et Price s'élevèrent tous deux pour défendre les droits des Irlandais (au libre-échange et à la représentation). Les Volontaires Irlandais sont célébrés lors des dîners de la SCI où est vantée leur vertu civique. C'est ce discours, plus que l'opposition à un ennemi commun (selon la thèse de L. Colley), qui soude l'identité britannique dans les années 1780. Le cadre impérial se prête bien à l'esprit

universaliste de Richard Price qui voit dans le progrès de la liberté en Irlande et en Amérique la promesse de son extension au monde. La question de l'Amérique est plus complexe puisque les radicaux défendent à la fois la réconciliation avec la métropole et la défense des droits des colons, deux idéaux incompatibles. R. Duthille montre comment le discours radical a défendu l'autonomie législative et fiscale des colonies, sans pour autant prendre fait et cause pour leur indépendance totale avant la fin de la guerre. L'influence religieuse est particulièrement importante dans le discours radical sur la guerre d'indépendance : « L'Amérique [...] offre une promesse de régénération. Cette vision s'inscrit dans la lignée du millénarisme protestant anglais, mais aussi dans les débats internationaux sur l'avenir des jeunes États-Unis et leur capacité à régénérer le vieux continent » [212]. La problématique du luxe s'inscrit dans les nouveaux rapports économiques qui devaient lier l'Angleterre à ses voisins immédiats et à ses colonies. La plupart des radicaux considèrent qu'il est indispensable de supplanter le mercantilisme par un système de libre-échange, de « doux commerce » selon le mot de Montesquieu, afin de parvenir à une paix mondiale perpétuelle. Price développe cependant une réflexion plus complexe dans la mesure où, si son universalisme lui fait préférer le libre-échange, il n'en redoute pas moins les conséquences néfastes du commerce qui menace la frugalité, condition nécessaire de la vertu républicaine. C'est ainsi qu'il encourage les États-Unis à développer leur autarcie et à préférer la vertu à la richesse. À cette fin, les États-Unis doivent à ses yeux développer des institutions fédérales fortes, à même de promouvoir la vertu. L'abolition de l'esclavage est pour Price une autre condition indispensable pour que les États-Unis remplissent la mission assignée par la Providence. Granville Sharp et son ami Cartwright furent aussi des défenseurs déterminés des esclaves. Mais, si tous les radicaux dénoncent l'esclavagisme métaphorique subi par les Anglais ployant sous le joug de monarques tentés par l'absolutisme, le mouvement abolitionniste resta assez marginal à l'époque considérée, en partie parce que certains membres des sociétés radicales bénéficiaient directement de la traite ou de l'esclavage, étant proches « des milieux mercantiles de Londres » [228].

- 8 Le dernier chapitre de l'ouvrage vient clore la période en offrant une analyse du célèbre *Discours sur l'amour de la patrie* de Price (1789), mais en s'attachant à étudier des passages moins connus et moins commentés jusqu'à présent. Ce discours représente une « synthèse du patriotisme radical à l'aube de la révolution française ». Ce sermon basé sur la prière pour la paix de Jérusalem dans le Psaume 122 fut prononcé par Price pour le cent-unième anniversaire de la Glorieuse Révolution, et au lendemain de la Révolution française. Il illustre à merveille le cosmopolitisme positif, vecteur de bienveillance universelle, et l'optimisme de Price. Il connut plusieurs éditions, et des extraits furent diffusés dans les pamphlets de la SCI. Cette publication marque le début en Angleterre du débat sur la Révolution française, ce qui se vérifie encore plus après la publication par Burke de ses *Reflections on the Revolution in France* en novembre 1790. Le sermon de Price fut en outre diffusé outre-Manche, à l'Assemblée nationale et parmi les clubs jacobins parisiens. Comme le souligne R. Duthille, « le *Discours* peut se lire comme l'aboutissement de plusieurs traditions ; [...] il offre la théorisation la plus élaborée du patriotisme dans le corpus radical » [232]. L'analyse de ce discours permet à l'auteur d'apporter un éclairage anglais sur le rapport entre patriotisme et cosmopolitisme auquel Price donne un sens résolument universaliste. L'exégèse du symbolisme de Jérusalem dans le débat sur la bienveillance due aux proches ou au reste du monde joue un rôle essentiel tant religion et politique se recoupent : les Anglicans suivent la ligne définie par William Laud pour qui Jérusalem est « la communauté indissoluble de l'Église et de l'État » [236] et représente

donc la volonté de restaurer l'unité politique et religieuse de la nation. Pour Shaftesbury et Price, en revanche, Jérusalem représente la communauté liée par la morale et la politique plus que par la terre, même si Shaftesbury la voyait incarnée dans les élites foncières en lien avec l'Europe, si ce n'est le monde tandis que Price incluait (étonnamment) les marchands pour les bénéfices que leur activité apportait au Pays. Richard Price et Joseph Priestley incluent pleinement l'éducation (en tant que progrès individuel et collectif continu) dans leur vision du patriotisme à visée universaliste, ce qui fait dire à l'auteur que « le débat sur la compatibilité du patriotisme et de la bienveillance universelle était donc politisé dès 1776 » [242]. Les débats autour du cosmopolitisme et du patriotisme deviennent courants à partir de la guerre d'Indépendance, opposant *Whigs* conservateurs et radicaux, et parfois même les radicaux entre eux. Andrew Kippis, qui prêcha le sermon du centenaire, adopte une position similaire à celle de Cartwright, célébrant 1688 comme l'œuvre du peuple et non de la noblesse, dans la 'révolution' qui devait ramener les Anglais à leur liberté saxonne. Les trois principes défendus par la *Revolutionary Society* étaient la souveraineté populaire, le droit de résistance à l'abus de pouvoir, et les libertés fondamentales (religion, expression, élections, procès par jury...). Price aussi insiste sur le rôle du peuple plutôt que des élites et va plus loin en affirmant le droit du peuple à prendre part à « la modification continue du régime politique » [257]. Dans la péroraison finale, il célèbre la Révolution française comme une « réplique de la Glorieuse Révolution » et y voit le signe d'un progrès destiné à s'étendre au monde entier. Le progrès des Lumières, depuis Milton et les dissidents du dix-septième siècle jusqu'aux philosophes français vient se mêler aux nombreuses références bibliques typiques du discours dissident pour offrir « un exemple remarquable du millénarisme politique de Price qui interprète le millénium comme le long règne de la liberté politique et de la félicité humaine ici-bas, précédant le jugement dernier » [261]. En 1790, les membres de la Société révolutionnaire célèbrent la Fête de la Fédération, non sans truffer leurs discours d'hommages aux grands héros *Whigs*, depuis le roi Alfred jusqu'à Locke, montrant que « l'optimisme de Price, sa foi dans la paix universelle et dans la réconciliation avec la France viennent se surimposer aux anciennes strates de patriotisme, non les effacer » [264].

- 9 R. Duthille conclut sur le destin opposé des deux sociétés radicales : la *Revolutionary Society*, qui était devenue plus visible avec le centenaire de la Glorieuse Révolution, est durement touchée par les attaques de Burke contre Price à partir de novembre 1790. La SCI quant à elle, reprend des couleurs dans les années 1780 à la faveur de la Révolution française, portant haut les revendications des réformateurs du parlement. Elles sont toutes deux privées de la rhétorique constitutionnaliste quand celle-ci est reprise par Burke et subissent une répression ferme après le début de la guerre en 1793. Pour ne rien arranger, la Révolution française s'avère être une cause de division parmi les membres des différentes sociétés. Le discours radical des années 1768-1789 ne s'éteignit pourtant pas totalement puisque Cartwright le porta encore dans les années 1820, cherchant « à internationaliser, à universaliser la tradition radicale dans laquelle il s'inscrit » [282-3]. Dans cet ouvrage passionnant, Rémy Duthille parvient à dépeindre « le discours radical », au singulier, en montrant en quoi les rhétoriques des radicaux, depuis leurs pratiques de sociabilité jusqu'à leurs discours ou écrits, à destination du grand public ou de leurs propres rangs, s'inscrivent dans un courant qui tire son unité de son attachement aux libertés et à la vertu du peuple. L'analyse de riches sources primaires est en permanence mise en rapport avec l'historiographie et permet à l'auteur d'apporter des éclairages sur certaines approches d'historiens, de les confirmer ou de les nuancer avec finesse.

INDEX

Mots-clés : radicalisme, peuple, patriotisme, cosmopolitisme, universalisme, droit naturel, jusnaturalisme, droit coutumier, constitutionnalisme, Whiggisme, dissidence religieuse, Glorieuse Révolution, Révolution américaine, Révolution française, réforme parlementaire, Déclaration des Droits, colonies, impérialisme, commerce, luxe, vertu civique, liberté saxonne, millénarisme politique, suffrage universel, milice

Keywords : radicalism, people, patriotism, cosmopolitanism, universalism, natural law, common law, Whiggism, dissent, Glorious Revolution, American Revolution, French Revolution, parliamentary reform, Bill of Rights, colonies, imperialism, commerce, free-trade, luxury, civic virtue, Saxon freedoms, political millenarianism, universal suffrage, militia

AUTEURS

ALEXANDRA SIPPEL

Maître de conférences

Université Toulouse-Jean Jaurès

alexandra.sippel@univ-tlse2.fr